

Opinions

"Make Europe Great Again"

Nous les Européens, nous devons être proactifs et arrêter d'être simplement réactifs. Pour son discours d'investiture, Donald Trump a avant tout parlé aux Américains. Il a annoncé le retrait de l'Accord de Paris et de l'Organisation mondiale de la santé, mais il n'a pas eu un mot pour l'Europe. À Bruxelles et dans les capitales européennes, on a écouté avec attention ce que le président américain avait à dire et essayé de décoder le traitement qu'il compte infliger aux Vingt-Sept. Donald Trump est passé à l'offensive le mardi 21 janvier lors d'une conférence de presse: «L'UE [Union européenne] est très mauvaise pour nous. Ils nous traitent très mal. Ils ne prennent pas nos voitures ou nos produits agricoles. En fait, ils ne prennent pas grand-chose.» Et d'ajouter: «Donc, ils sont bons pour des droits de douane.» Le président Trump défend les intérêts américains en patriote américain, rien de nouveau ni d'anormal. Les Européens doivent redécouvrir le monde tel qu'il est et non tel qu'ils voudraient qu'il soit.

En Europe, l'idéologie a remplacé le pragmatisme politique et le réalisme historique. Le slogan «Make America Great Again» n'a rien de choquant si l'on se place dans l'histoire de l'humanité. C'est aux Européens de revenir dans l'histoire et d'agir. À nous Européens de «Make Europe Great Again!» de nous relancer enfin dans le monde réel des rapports de force et des violences des relations internationales. L'UE doit éviter de devenir, comme l'URSS, un système politique qui voit le monde uniquement à travers une idéologie. Cette approche erronée nous met maintenant en dehors des négociations entre les USA et la Russie au sujet de la fin des hostilités en Ukraine.

Dans un monde d'États-continentaux dont certains ne cachent pas leurs ambitions impériales, il faut que l'Europe s'organise à travers un système fédéral d'États-nations afin de peser plus, sinon nous serons les biftecks de nouveaux empires carnivores. Dans les décisions politiques à prendre pour que l'Europe réussisse, elle se doit de revendiquer une totale indépendance. Elle ne pourra jamais reprendre une influence sur le monde si elle

ne se protège pas, et surtout elle ne pourra jamais gagner la confiance de ses citoyens.

Pour faire face à la crise du libéralisme politique dans l'Union européenne, sa gouvernance doit changer, nous devons utiliser les énormes avancées qui ont eu lieu dans le domaine des communications, en particulier avec internet. Dans un premier temps, nous devons mettre le Parlement européen au centre de la politique de l'UE, en lui donnant la mission de former un gouvernement.

«Les Européens doivent redécouvrir le monde tel qu'il est et non tel qu'ils voudraient qu'il soit.»

Les citoyens et la société civile dans son ensemble, notamment ceux représentés par les associations, mais aussi par les ONG et les fondations, doivent contribuer à la politique de l'UE. Cela peut être une énorme restitution démocratique qui va donner lieu à des discussions pouvant conduire à des changements dans la gouvernance des États eux-mêmes. Avec tous ces nouveaux acteurs et l'État, nous raviverons le débat démocratique, dans lequel le rôle de la morale et de l'éthique, dans le domaine de la politique et de l'économie, devrait être discuté de manière réfléchie et responsable. L'inclusion d'intérêts multiples et la recherche d'un consensus pourraient en fait être les nouvelles lignes directrices d'une forme moderne de la diplomatie dans le cadre d'un monde multipolaire.

Parmi toutes les interrogations que suscite actuellement l'UE, il y en a une à laquelle nous devons répondre en priorité, car d'elle découlera la réponse à beaucoup d'autres: nous devons nous demander si nous désirons que l'Europe devienne véritablement une puissance.



Olivier Védrine
Prof. h.c., administrateur de l'Association Jean Monnet

Signé Bénédicte

TRUMP VEUT-IL VRAIMENT CONTRÔLER GAZA ?



Courrier des lecteurs

Drogue à Vevey: mon doux deal

La ville de Vevey ne cessera de me surprendre. Aujourd'hui c'est avec un projet de 44 caméras de vidéosurveillance à installer entre la gare CFF et le centre commercial Manor. 800'000 francs pour traquer les dealers de rue. Une paille pour cette ville moyenne de 20'000 habitants qui creuse une dette brute de 200 millions de francs. J'aime cette ville qui fait joujou avec la vidéo en pleine ville, qui ne compte plus ses sous. Reprenons. Les autorités sont harcelées depuis des années par des citoyens, au mieux mécontents de se faire harponner pour un peu de shit, au pire qui ne sortent plus le soir dès la fermeture des surfaces commerciales. Une étude menée en 2024 résume ainsi la situation: le nombre de dealers est très important, la demande de produits stupéfiants est forte, et le chiffre d'affaires très élevé. Il y a donc urgence, et la réponse municipale de gauche est sans appel: 44 caméras pour surveiller le quartier chaud bouillant de la gare. Pour faire passer la pilule, l'Exé-

cutive saupoudre le projet d'un peu de TSP. Comprenez: Travail Social de Proximité. Des fonctionnaires de terrain censés rassurer et prévenir les tensions. J'aime ma ville parce qu'elle évite de parler des consommateurs. Des voisins, des amis peut-être. Pourquoi pas de braves inconnus qui œuvrent parfois dans nos multinationales chéries ou ailleurs. Ceux-ci pourront continuer de consommer et faire fructifier le deal de rue en dehors du périmètre des caméras. Rien n'est prévu pour eux.
Guy-Olivier Chappuis, Vevey

Choisir la sobriété

Ce week-end, nous votons pour une économie responsable respectant les limites planétaires. Chaque camp a ses arguments pour ou contre, ne sommes-nous pas en démocratie? Étrangement, ni l'un ni l'autre ne prononce le mot «sobriété». Le Conseil fédéral et le parlement nous préviennent: en cas de oui, il faudra renoncer au niveau de vie auquel nous sommes habitués! Mais

pensez-vous vraiment que notre mode de vie consumériste durera toujours? Pensez-vous encore que les ressources mondiales sont sans limites? Bien évidemment non! Aujourd'hui, nous pouvons choisir la sobriété, demain, nos enfants et petits-enfants n'auront plus ce choix, ils le subiront. Prenons nos responsabilités et votons oui à l'initiative.
Yves Juillerat, Pully

Acheter à temps

La Suisse est un des pays les plus innovants au monde. Nous avons donc les moyens de nos ambitions. Mais le problème, c'est notre dépendance de l'étranger. Nous importons beaucoup. Céréales, pétrole, gaz, outils, équipements et autres médicaments, ces importations ont un impact sur l'environnement. Si nous appliquons aujourd'hui le texte de l'initiative, nous ne pourrions plus rien importer dès le 8 mai. Adieu nouveau smartphone, fini la pâte à tartiner goût noisette saveur huile

de palme. Plus de mazout ni de gaz pour nous chauffer, et réduction drastique de l'approvisionnement en électricité. Dès lors, si vous deviez acheter un nouveau frigo par exemple, il faudrait le faire avant le 7 mai. Comme tout le monde se ruera dans les magasins, les prix prendront l'ascenseur. Et vous achèterez cet autre objet dont vous n'avez pas vraiment besoin, mais bon, on ne sait jamais – ce qui entraînerait une surconsommation stupide. Certes, nous n'en sommes pas là. Si l'initiative était acceptée, nous aurions dix ans pour nous adapter. Il serait très naïf de croire que la Suisse, seule, parviendrait à faire mieux en dix ans. Parce qu'elle revêt un caractère utopiste, il nous convient malheureusement de refuser l'initiative pour la responsabilité environnementale. Mais que cela ne nous empêche pas de continuer nos efforts à rendre notre monde meilleur et à œuvrer pour atteindre des objectifs environnementaux raisonnables.
Didier Schmassmann, Le Centre, Servion

Haro sur l'enseignement des langues nationales

Introduit dès le début des années 2010, le plan d'études romand consacre l'enseignement de l'allemand dès la 5^e année de l'école obligatoire, valorisant de fait la première langue du pays.

En respectant sa marge de manœuvre cantonale, Vaud pourrait même faire un pas de plus à l'égard des Allemaniques, puisque le Grand Conseil vaudois a accepté en novembre 2023 un postulat du député David Raedler qui demandait d'introduire le suisse allemand à l'école, certes de manière facultative.

A contrario et depuis une décennie environ, l'enseignement des langues nationales est passablement chahuté outre-Sarine. La place occupée par le français dans la grille horaire alémanique fait particulièrement débat.

À Nidwald, en 2015, le plus grand parti de Suisse avait tenté de supprimer la langue de Molière du cursus primaire. Heureusement, la population avait rejeté cette proposition à plus de 60%.

Deux ans plus tard et après moult rebondissements,

c'est in extremis que le Parlement thurgovien sauvait l'apprentissage du français par 62 voix contre 60.

Mais à la rentrée 2022, les velléités désagrégeantes réussissaient une percée: la refonte de la formation de la vente reléguait au second plan les enseignements généraux, et notamment les langues, au profit d'une approche «par compétences».

Sur le papier, cette approche semble compréhensible, voire pertinente, puisqu'elle permet de découvrir la profession par

la confrontation à des situations authentiques ou proches de la réalité. Ainsi, on privilégiera par exemple, pour un employé de commerce, la lecture de documents administratifs plutôt que de classiques de la littérature. À la pratique de l'argumentation, on préférera la rédaction de formulaires de commande de matériel.

Seulement, cette approche ne tient pas compte de l'évolution rapide du marché et des réorientations de carrière, de plus en plus nombreuses. Rien qu'entre 2022 et 2023, 14,7% des personnes actives ont chan-

gé d'emploi d'après l'Office fédéral de la statistique, dont certaines dans des domaines sans lien avec leur précédent travail. Dès lors, les compétences opérationnelles enseignées, résultantes d'une vision court-termiste, deviennent caduques.

Un enseignement général, par essence transversal, sera à l'inverse utile tout au long d'un parcours professionnel et de vie. C'est particulièrement vrai pour les langues qui, maîtrisées dans leur globalité et indépendamment d'un contexte professionnel, peuvent servir dans tout un panel de situations.

La pétition nationale «Sauvons le français!», qui demande le retour des cours de français dans les écoles de commerce, vise juste. Il faut envoyer un message clair à la Berne fédérale, dont le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation est l'entité compétente pour réformer le cursus des CFC.



Yannick Maury
Enseignant, député Vert